

---

LE NUMÉRO: 20 CENTIMES

---

LA  
**COOPÉRATION DES IDÉES**

Revue mensuelle de Sociologie positive

---

RÉDACTION ET ADMINISTRATION  
PARIS — 17, Rue Paul-Bert, 17 — PARIS

---

**SOMMAIRE :**

...	<i>La Coopération des Idées pour l'instruction supérieure du peuple.</i>
ATTILIO SCHETTINI.....	<i>Jésus de Nazareth et la psychopathologie.</i>
RAOUL DE LA GRASSERIE.....	<i>Une Solution à la question d'Orient.</i>
JULIEN PEYROULX.....	<i>La Natalité en France.</i>
G. DEHERME.....	<i>Les Livres qui font penser.</i>

---

Abonnement annuel: France, 3 fr. — Etranger, 4 fr.

---

PARIS

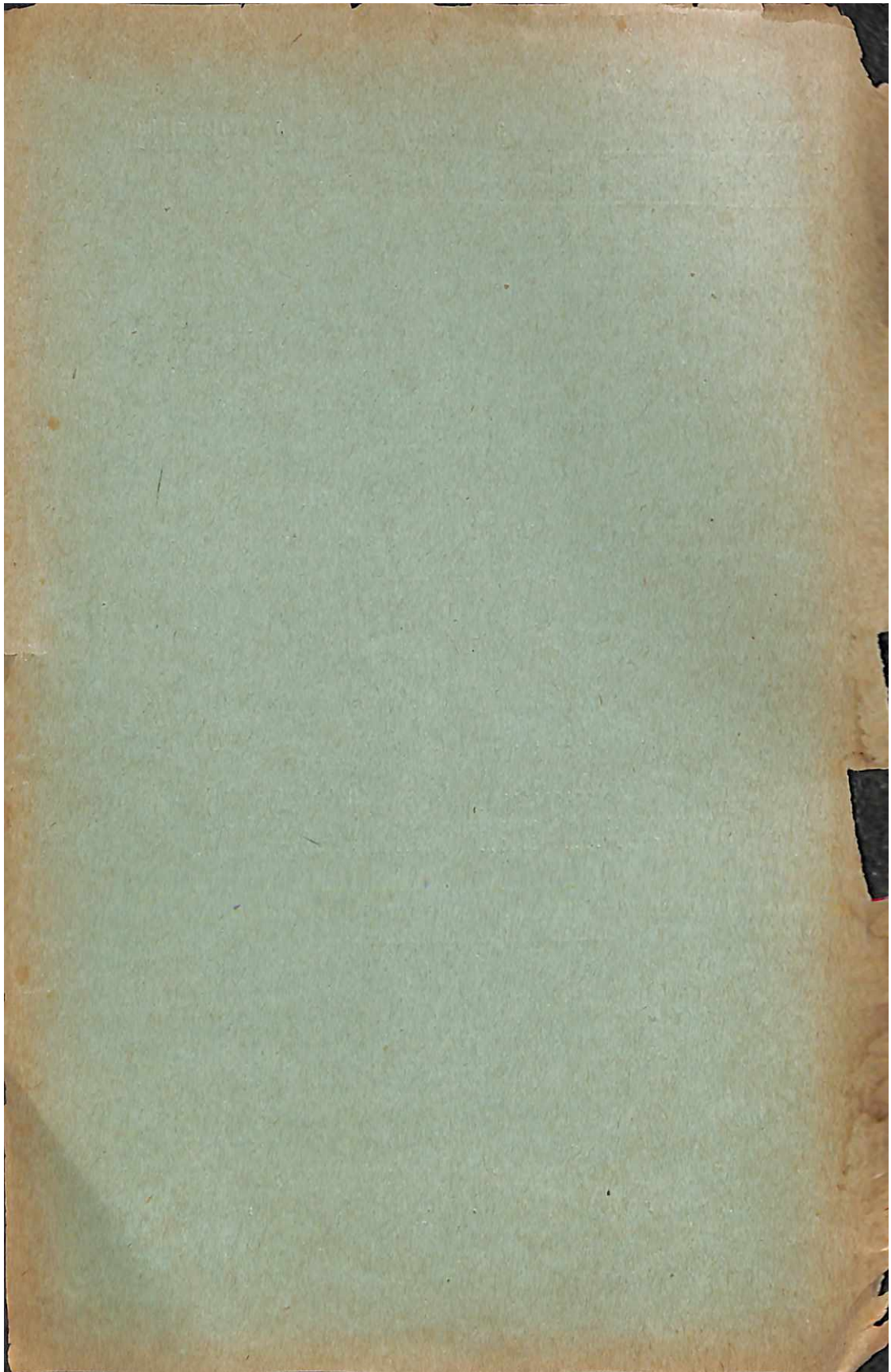
V. GIARD et E. BRIÈRE, EDITEURS

16, Rue Soufflot, 16

1897

**LIBRAIRES CORRESPONDANTS :**

KATS, 21, rue Courte du Jour, à GAND. | P. KATS, 97, rue Neuve, à BRUXELLES.





---

## LA COOPÉRATION DES IDÉES

---

### LA COOPÉRATION DES IDÉES pour l'instruction supérieure et l'éducation éthique-sociale du peuple

---

*La Coopération des Idées pour l'instruction supérieure et l'éducation éthique-sociale du peuple*, dont nous prenons, dès aujourd'hui, l'initiative, travaillera, comme son titre l'indique, à organiser méthodiquement l'éducation syndicale, coopérative, politique, sociale en un mot, du peuple.

La troisième République a prodigué l'instruction. Chaque école construite, disait-on naïvement avec le poète, devait vider une prison. Le nombre des délinquants analphabets a diminué, il est vrai ; mais celui des délinquants lettrés a augmenté dans les mêmes proportions : le total n'a pas changé. Et l'on a dû encore construire de nouvelles prisons.

On avait considéré l'instruction comme une fin au lieu de l'employer habilement comme un moyen.

Nous nous proposons d'instruire aussi, mais pour éduquer, c'est-à-dire élever. Et c'est l'instruction supérieure qui nous paraît le mieux favoriser cette éducation. Nous n'entendons pas l'instruction supérieure qui est distribuée, dans nos facultés et nos écoles supérieures, trop généreusement peut-être, à une multitude de jeunes gens, dont beaucoup seront, hélas ! des « déracinés » du sol natal et du sol moral ; mais une instruction supérieure moins pédante, moins sèche, plus large, plus vivante, qui agira plus sur l'âme que sur la mémoire... Nous ne ferons pas des érudits ; mais des hommes. Faire des hommes, des volontés énergiques, des consciences hautes et claires, des cœurs ardents, des intelligences *gainées* : tel est le but.

**Nous ne croyons pas, quelque pessimisme puisse autoriser le présent désarroi, qu'il faille justifier une œuvre semblable. Nous dirons donc seulement, en quelques lignes, comment elle va s'accomplir et de quelle façon on y peut contribuer.**

Tout d'abord nous ne constituerons qu'un groupe d'études, car nous ne pouvons disperser nos efforts. Ce groupe restera le type de ceux que nous fonderons ensuite dans d'autres quartiers.

Nous louerons une salle. Il faut être chez soi. Des bancs, une grande table, autour de laquelle s'assièront fraternellement professeurs bourgeois et élèves prolétaires, quelques planches pour les livres, aux murs des maximes : voilà pour l'installation. Plus tard, avec des ressources plus grandes, on fera mieux. Il faudrait pouvoir lutter victorieusement contre les cafés, les marchands de vins, avoir de vrais cercles tempérants où les ouvriers seraient toujours certains de rencontrer des amis sincères ; on organiserait des soirées artistiques, des lectures poétiques ennoblissantes, des excursions instructives, etc. L'alcoolisme, cette lèpre mortelle, serait vaincu !



Les élèves seront des ouvriers du quartier. Ils payeront une cotisation mensuelle de 50 centimes. Les professeurs, nous désirerions qu'ils payassent la même cotisation, ce seront tous ceux, aptes à cette fonction, qui voudront bien s'offrir. On nous a assuré que nous n'en manquerions pas. Nous sommes convaincu que, parmi les travailleurs, il en est qui, âprement, cherchent la vérité. Ceux-là viendront à nous. On les arrachera aux tentations mauvaises de l'alcool et des dissolvantes chimères. Nous en ferons des administrateurs intègres et éclairés de coopératives et de syndicats. Nous formerons ainsi une puissante élite prolétarienne, « noyau vivant de la future société. »

Nous faisons appel à toutes les idées, à toutes les opinions, à toutes les croyances. Toutes, elles seront respectées. Cependant nous recommanderons surtout aux professeurs d'en dégager le fonds social.

Notre enseignement comportera toutes les branches générales du savoir physique, biologique et sociologique : astronomie, cosmologie, géographie ; anthropologie, ethnologie, physiologie, hygiène, psychiatrie, psychologie ; linguistique, logique, esthétique, démographie, droit, économie politique, pédagogie, philosophie de l'histoire, criminologie, philosophie, éthique, etc.

Chaque professeur choisira son sujet et le développera comme il l'entendra. On nous a conseillé le procédé suivant qui nous a paru excellent : chaque séance comprendrait trois parties de 20 minutes chacune ; la première serait consacrée à l'examen des devoirs écrits par les élèves sur la leçon précédente ; la seconde, à la causerie sur le sujet à l'ordre du jour ; la troisième, enfin, à répondre aux questions posées par les auditeurs et à la discussion. Mais ce procédé, nous ne l'imposerons pas, chacun emploiera celui qu'il croira le plus propre à éveiller la sympathie. C'est là l'essentiel. Il est nécessaire que des liens d'amitié s'établissent entre les savants et les ignorants, les riches et les pauvres. Le cerveau des uns, le cœur des autres, l'âme de tous y gagneront. C'est de cette union sincère que nous attendons les bienfaisants résultats de notre tentative.

Nos cours commenceront le 1<sup>er</sup> avril prochain. Ils se continueront tous les soirs de la semaine de huit à dix heures. Notre programme sera établi pour trois mois. Des affiches et des prospectus en donneront la composition avec les noms des professeurs.

*Par nécessaire mesure d'économie, nous prions instamment ceux qui ont l'intention de nous aider de nous faire connaître le plus tôt possible (1) :*

1<sup>o</sup> *Le nombre de causeries qu'ils pourront faire pendant les trois mois d'avril, mai et juin ; les sujets qu'ils se proposent de traiter ; les jours qu'ils préfèrent ;*

2<sup>o</sup> *Les procédés d'instruction et d'éducation qu'ils recommandent ; ce qui pourrait, à leur avis, favoriser le succès de l'œuvre et son prompt développement à Paris et en province.*

On nous aidera beaucoup en faisant circuler cette note, en la reproduisant dans les journaux et les revues, en provoquant des adhésions, en créant un petit mouvement, par tous les moyens de publicité et de propagande, en faveur de la *Coopération des Idées pour l'instruction supérieure et l'éducation éthique-sociale du peuple.*

---

(1) Adresser provisoirement toutes les communications à M. G. Deherme, 17, rue Paul Bert.



## Jésus de Nazareth et la psycho-pathologie<sup>(1)</sup>

### I

Examiner la personnalité de Jésus de Nazareth au point de vue psycho-pathologique ne peut surprendre aujourd'hui ceux qui s'occupent d'études positives. La psychologie-pathologique, constituée depuis peu de temps comme science distincte, a conquis immédiatement tout le terrain scientifique. Elle a mis à son service toutes les autres sciences. L'individu et les phénomènes sociaux, envisagés à la lumière de la jeune science, ont reçu une interprétation plus solide et plus complète. La littérature elle-même en a subi l'influence.

L'idée d'ébaucher ces quelques pensées sur la personnalité de Jésus au point de vue psycho-pathologique me vint ainsi. Je venais de lire, pour la deuxième fois, la fameuse *Vie de Jésus* de Renan, lorsque, en froissant les pages de l'édition française du magnifique chef-d'œuvre de Lombroso intitulé *l'Homme de Génie*, la figure de Jésus, si bien décrite par Renan, se présentait sans cesse à mon esprit, — vrai phénomène de phosphorescence cérébrale, selon l'heureuse expression de Luys. Ainsi, les idées de Lombroso s'« associaient » au souvenir de Jésus. Il m'a donc paru que Lombroso a voulu parfois faire allusion au Nazaréen, bien qu'il ne le nomme point. Dès lors, cette question se posait : Est-ce que Jésus de Nazareth peut lui-même être considéré comme un fou de génie ?

Pour répondre à cette question, j'ai commencé une recherche fébrile ; j'ai consulté plusieurs ouvrages, écrits avec une méthode plus ou moins scientifique, et c'est là que j'ai puisé des données nombreuses pour conclure que Jésus de Nazareth fut, lui-même, un fou de génie.

Les données sont nombreuses ; mais est-ce qu'elles sont bien sûres ? Voilà une importante « question préjudicielle ». Les faits de la vie de Jésus, comme on les trouve dans les *Évangiles* sont un empâtement chaotique de divin et d'humain. Dans ce dernier siècle éminemment scientifique, de hardis et profonds penseurs ont soumis à une minutieuse critique les sources évangéliques. Parmi ces auteurs on trouve Bévile (*Études scientifiques sur l'Évangile de Saint-Mathieu*), Strauss (*Vie de Jésus* ou bien *Examen critique de son histoire*), Renan (*Vie de Jésus*), Ferrière (*Les erreurs scientifiques de la Bible*), etc. En faisant une

(1) N. D. L. R. — Ce travail, dont nous commençons la publication dans ce numéro, nous a été chaudement recommandé par Lombroso et Mingazzini. Le professeur Mingazzini nous a assuré, en outre, qu'il exprime parfaitement l'opinion des psychiatres sur Jésus.

Sans doute, la thèse exposée par M. Attilio Schettini est juste au point de vue anthropologique. Elle cesse de l'être au point de vue sociologique. Il faut donc la considérer comme une analyse, non comme une synthèse. Les sociologues, qui synthétisent, pensent comme Amiel : « Les grands hommes sont les vrais hommes, les hommes réussis. Ils ne sont pas extraordinaires, ils sont dans l'ordre. Ce sont les autres exemplaires qui ne sont pas ce qu'ils devraient être. »

Mais l'étude de M. Schettini est très sérieuse. Elle a une haute valeur scientifique. Elle est sincère. Et la vraie sincérité ne saurait scandaliser que les fanatiques. Nous répéterons ici ce que nous écrivions ailleurs : l'ère reconstitutive ne s'ouvrira vraiment que lorsque nous aurons bu le calice du doute et de la négation jusqu'à la lie.



sélection, ils ont rejeté la partie surnaturelle et ils ont retenu seulement les faits certains ou au moins humainement possibles. La conduite du Nazaréen, même épluchée de la partie surnaturelle, reste toujours étrange et singulière. Or, ma thèse se présente en ces termes : Si l'on ôte à Jésus la qualité divine, et si les faits de sa vie sont tels qu'ils ont paru au génie critique des auteurs ci-dessus nommés, on doit conclure que Jésus de Nazareth fut un fou du génie.

Je prends donc les faits tels que la critique les présente ; l'interprétation que j'y donne au point de vue psycho-pathologique est mienne. Bien plus, mes conclusions sur la partie doctrinale et sociale du Nazaréen sont absolument contraires aux jugements de Strauss, de Renan, de Salvador, etc. Mais il me semble qu'elles découlent naturellement des faits cités. Les lecteurs clairvoyants et sans préjugés le reconnaîtront.

Les soigneuses recherches sur l'essence du « génie » humain nous amènent déjà à établir que, dans celui-ci, se trouvent fatalement des germes d'aliénation mentale. Lombroso et Nordau ont démontré que le « génie » est une manifestation de dégénérescence, — en concevant la « dégénérescence » comme une déviation morbide du type normal humain, selon la simple et exacte expression de Morel. Plus analytiquement, je dis que le « génie » est une déviation du type normal humain pour deux motifs principaux.

Parce qu'il est la manifestation d'une augmentation excessive d'une certaine propriété de l'activité mentale, qui se traduit par une production surprenante dans le champ d'une discipline quelconque. Le vrai « génie » — différemment de l'intelligence la plus développée et la plus robuste — n'est pas une formation normalement progressive, mais il dépend d'une hypertrophie originaire et primitive d'une certaine partie de l'organe cérébral par un processus de différentes natures : de là la précocité, qui constitue déjà une anomalie. Jésus de Nazareth âgé de douze ans prit part, dans la synagogue, à des débats avec les anciens. Pareillement, Mozart, âgé de six ans, composait des symphonies, Comte, âgé de treize ans, s'annonça comme un grand penseur, et Raphaël, âgé de quatorze ans, eut la renommée de peintre divin.

Mais, par la loi de compensation, un développement exagéré d'une partie d'un organisme s'accompagne d'un défaut et quelquefois d'un arrêt de développement dans d'autres parties : de là, les manifestations pathologiques du « génie. » Puisque celles-ci constituent la seconde et la vraie partie dégénérative du « génie », il importe de donner quelques détails sur le caractère de ces manifestations psychiques morbides.

La doctrine de l'évolution projette une grande lumière sur la dégénérescence. Toutes les « marques dégénératives » aussi bien que toutes les manifestations psycho-pathologiques sont ou des atavismes, ou de nouvelles productions atypiques et morbides.

L'école anthropologique italienne, avec Lombroso et Sergi, a mis surtout en relief le caractère atavique des « marques dégénératives » extérieures et des anomalies psychiques en étudiant d'une façon toute particulière le crétinisme et la criminalité. Sans doute, même dans le cas du « génie », l'anesthésie morale — qui est quelquefois particulière au criminel — témoigne d'un retard au stade inférieur de l'évolution philogénétique, correspondant à une étape de l'évolution philogénétique elle-même inférieure, où les sentiments égoïstiques dominaient incontestablement, comme on peut les rencontrer aujourd'hui même chez la tribu noire des Akkas.

(A suivre).

ATTILIO SCHETTINI.



## UNE SOLUTION DE LA QUESTION D'ORIENT

(SUITE ET FIN. VOIR N<sup>os</sup> 22 ET 23)

Ils auront aussi un territoire fédéral, comme doivent en avoir tous les États fédéraux. Ce territoire sera celui de Constantinople laissé indivis entre eux tous. Là sera le siège du gouvernement fédéral. Constantinople ne sera plus Stamboul, c'est-à-dire la capitale unitaire turque ; ce ne sera pas non plus Byzance, la capitale unitaire grecque ; ce sera Constantinople, la capitale fédérale, à la fois grecque, slave, albanaise et roumaine.

Mais cette fédération nécessaire est-elle possible ? Est-ce que ces éléments réunis ne jurent pas ensemble, les uns contre les autres ? Le Grec ne comprend pas le Slave. Comment pourront-ils délibérer et même s'entendre ?

En Suisse, les cantons sont français, allemands, romanches, italiens ; ils ne se comprennent pas et pourtant ils s'entendent ; il n'en a pas été toujours ainsi. L'histoire les a pétris ensemble de sa main souvent sanglante, mais la géographie surtout est venue à l'aide. Les montagnes ont fait la Suisse aussi bien au point de vue sociologique qu'à celui de la géographie physique. Plus il y avait de disparate, plus il y avait de concert.

Car la fédération, et c'est sa force, est faite de dissimilitudes aussi bien que de similitudes. La géographie victorieuse a dompté la langue, dompté l'origine et les religions.

C'est ce qui se ferait dans la Turquie d'Europe. La géographie commune, qui est certaine, enlèverait les barrières ethniques, ou du moins elle le ferait dans la mesure convenable.

Sous la crainte d'une oppression possible, Grecs, Albanais, Roumains, Slaves fraterniseraient ; ils n'auraient plus de rivalité dès lors qu'ils auraient une capitale fédérale, et qu'ils sauraient qu'ils gardent leur indépendance intégrale sous la condition de respecter celle des autres, dès que la rivalité objective serait enlevée, que Constantinople ne serait plus le but de discorde.

Cette union serait facile et loyale comme celle des divers cantons suisses entre eux. Ici encore la portion géographique, la nécessité d'une défense commune, l'intérêt collectif permanent feraient la véritable nationalité. D'ailleurs, ni l'élément slave, ni l'élément grec, ni l'albanais, ni le roumain ne disparaîtraient. Leur égalité ferait, au lieu de leur antipathie, leur sympathie mutuelle.

Non seulement ces fédérés ne se feraient pas la guerre entre eux, mais ils chercheraient à étendre et étendraient leur fédération. Ils y engloberaient tout d'abord les Arméniens, devenus indépendants dans la Turquie d'Asie, les populations du Caucase, échappées au joug de la Russie, tout d'abord les Ossètes, de langue aryenne.

Leur prosélytisme serait extérieur, non dans le but de conquérir, mais dans celui de multiplier les alliances. Ce serait un renfort. Puis, ils coloniseraient en commun, même des pays lointains, ce qui augmenterait leur activité et leur force maritime. Dès lors la Turquie asiatique serait sans action contre eux.

Ce fédéralisme intérieur est le plus sûr moyen d'abolition de la guerre ; il empêche la guerre interne par définition même ; il empêche la guerre externe, comme nous l'avons établi. Voici un nouveau massif de nations qui s'éleverait au delà même des Balkans, et depuis le Danube jusqu'à l'extrémité de la Grèce, massif plus fort par le massif de la péninsule italienne ou de la pénin-



sule ibérique. Ce seraient les trois péninsules de neutralité, d'amortissement ; là s'arrêteraient les guerres sévissant encore dans le nord et qui viendraient expirer à leurs limites. Tout le midi de l'Europe se trouverait neutralisé par la force des choses. Voilà toute une vaste région soustraite à la guerre, où celle-ci serait désapprise. De plus, cette région qui est actuellement un prétexte de guerre ne le serait plus.

Toute ingérence serait désormais interdite aux grandes puissances. Il y aurait un nouvel empire, fédéral cette fois, capable de les tenir en échec. La question de l'Orient serait vidée avant d'être posée. Les Orientaux seraient chez eux, comme nous chez nous.

Constantinople serait de nouveau la reine de l'Orient, territoire neutre, d'ailleurs, comme Washington en Amérique, territoire sacré par conséquent, de par un principe nouveau, non plus celui de l'Empire, mais celui, pacifique, de la Confédération. Ce serait la résurrection de l'Empire d'Orient, non point mort et ramené avec son suaire, mais revivant et respirant à pleins poumons l'avenir.

Ce n'est pas tout, et voici quel serait le couronnement rationnel. A côté de cet Empire d'Orient ressuscité, il existe dès aujourd'hui et depuis longtemps un autre Empire. Qu'on pardonne cette conception hardie à un Français qui voit ces choses de loin, et peut-être mieux dans leur ensemble qu'on ne peut les voir de près. Cet autre empire est aussi, lui, composé des nations les plus diverses, allemands, Slaves, Roumains, Hongrois, Serbes, et parmi les Slaves, il y en a de diverses espèces : Tchèques, Slovaques, etc. Cet Empire, nous avons nommé l'Empire d'Autriche, est limitrophe de l'autre.

Les Roumains d'Autriche touchent ceux de Roumanie et ceux de Turquie. Les Slaves d'Autriche touchent ceux de Turquie. Ces divers peuples forment une confédération, mais quelques autres se trouvent antipathiques à l'existence unitaire qu'ils voudraient secouer. De là des dissensions continuelles, des sécessions violentes qui, pour un des peuples, aboutit au dualisme. En réalité, le régime naturel de cet Empire est celui de la fédération, il en est de même pour la Turquie d'Europe, les nationalités sont souvent à cheval sur les deux pays. Dans un tel Etat une situation s'impose. L'Autriche n'a qu'un moyen de conserver sa puissance et son territoire, c'est de l'agrandir. D'ailleurs, la géographie, l'histoire, la raison l'y convient en chœur.

Elle doit être fédérative. Son sol, ses nationalités diverses, ses langues discordantes le demandent. Mais cette fédération ne doit pas être séparée de la fédération Gréco-Roumaine-Slave-Albanaise dont nous proposons l'établissement, car partout dans une des confédérations se trouve le prolongement ethnique de l'autre. Un grand Empire, un nouvel Empire d'Orient, ou plutôt une vaste fédération avec une capitale ou un territoire fédéral qui serait Vienne ou Constantinople, plutôt Constantinople, engloberait ces Etats fédérés qui seraient l'Autriche allemande, la Hongrie, le pays Slovaque, la Bohême, la Dalmatie-Esclavonie, la Roumanie, la Bulgarie, La Serbie, l'Albanie, la Grèce, et, en Asie, l'Arménie. Le chef de cette confédération siégerait à Constantinople, territoire fédéral. Les Etats fédérés seraient indépendants, pourraient être des monarchies ou des Républiques, enverraient seulement des députés à un parlement commun.

Un tel faisceau serait inattaquable, non seulement il n'aurait rien à craindre de l'incursion des Turcs d'Asie, mais il empêcherait les convoitises de la Russie, de l'Angleterre, et de l'Allemagne, résoudrait à tout jamais la question d'Orient, donnerait à l'Autriche *un axe nouveau rationnel, utile, et formerait l'un des*



jalons hardiment posés de la route qui conduirait rapidement à la paix perpétuelle et universelle.

RAOUL DE LA GRASSERIE.

---

## LA NATALITÉ EN FRANCE

---

Les journaux et les publicistes se préoccupent de la faible natalité de la France; et dans le *Temps*, il y a quelques mois, M. Bertillon demandait sérieusement que, pour augmenter le nombre des naissances et combattre le malthusianisme et le célibat, les impôts du chef de famille décrussent proportionnellement au nombre croissant des enfants, et que des charges extrêmement lourdes fussent établies sur les célibataires et même sur les ménages n'ayant qu'un enfant. Il faut d'abord s'entendre : M. Bertillon poursuit-il simplement un but fiscal, ou cherche-t-il réellement à faire monter la natalité en France ? La question se pose, car il est étrange qu'un homme instruit ait l'air de croire à l'efficacité des mesures coercitives pour produire des résultats moraux.

Si M. Bertillon poursuit simplement un but fiscal, s'il cherche seulement de nouveaux impôts pour subvenir aux besoins croissants du budget, et si la faible natalité de la France n'est qu'un prétexte pour l'établissement de charges nouvelles nécessitées par le fonctionnarisme et le gaspillage financier, la question démographique disparaît pour faire place à la question budgétaire, et il suffit de dire que des lois pareilles à celles que propose M. Bertillon n'ont eu à Rome et ailleurs aucune influence sur les mœurs et que, certainement, elles n'en auront pas davantage en France ; cela est hors de doute pour tout esprit philosophique et pour tous ceux qui ont appris l'histoire ailleurs que dans des manuels.

Si l'on veut que la natalité augmente en France, le moyen est bien simple, c'est 1° de laisser les jeunes gens se marier eux-mêmes librement ; 2° de les laisser se marier jeunes, à l'âge où la nature inspire l'amour et où l'amour pousse au mariage.

Sur le second point, les statistiques établissent surabondamment que la jeunesse des époux est très favorable à la natalité, et cela s'explique ; les jeunes gens ne pratiquent point le malthusianisme ; les raisonnements intéressés et les réflexions prudentes appartiennent à l'âge mûr, et ce n'est point entre 21 et 25 ans, quand l'amour parle, qu'on emploie les précautions recommandées par M. Robin.

Mais ce second point dépend en réalité du premier, et on peut être sûr que les hommes se marieront jeunes quand ils se marieront librement, et si, en ce moment, ils ne se marient pas jeunes, c'est qu'ils n'ont pas la liberté complète de se marier à leur guise et à leur gré.

Mais on les laisse bien se marier, vous récriez-vous !

Erreur, on ne les laisse pas se marier. On ne les laisse se marier qu'avec le consentement de leurs parents, ce qui est un moyen sûr de les empêcher de le faire. Ce consentement est nécessaire, vous entendez bien, nécessaire jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans pour les fils et vingt et un ans pour les filles (Art. 148 du Code civil). Après cet âge, le consentement n'est pas nécessaire, mais il faut encore le solliciter et, à son défaut, faire, suivant le cas, un acte ou trois actes dits respectueux.



C'est la nécessité de ce consentement des parents, c'est cette tutelle parentale, reste de la conception romaine de la famille et du pouvoir du *pater familias* qui gêne les jeunes gens en France, arrête et même éteint leur initiative matrimoniale, les empêche au moins de se marier jeunes, et indirectement nuit tant à la natalité française.

Le plus souvent, en effet, les parents ne désirent pas que leurs enfants se marient jeunes avant d'avoir une position ; de plus ils voient toujours leurs enfants plus jeunes qu'ils ne sont ; à dire vrai, ils les voient toujours tout petits même quand ces petits ont cinquante ans.

On raconte que le père Chevreul, alors centenaire, quand il perdit son fils âgé de 70 ans, dit tristement : « J'avais toujours dit que ce petit ne vivrait pas. »

Tous les parents sont un peu comme le père Chevreul, et bien loin d'encourager leurs enfants à se marier jeunes, généralement ils les en détournent. On sait aussi que généralement encore les parents entendent marier leurs enfants non pas comme le désireraient ces derniers, mais à leur gré à eux ; je n'insiste pas.

Les faits-divers des journaux nous racontent tous les jours des suicides d'amoureux de 20 à 22 ans qui se réfugient dans la mort parce que les parents de l'un ou de l'autre ne leur permettent pas de s'épouser : est-ce aux parents seuls qu'il faut s'en prendre ? C'est aussi et surtout à la loi qui prolonge trop leur autorité.

En résumé, nos lois ne permettent pas aux Français et aux Françaises de se marier quand ils en ont envie et avec une pleine et entière liberté, et elles ne leur permettent de le faire que lorsque le désir leur en est passé, lorsque des habitudes de célibataire ont été prises, lorsque l'âge est venu refroidissant les sens, apaisant la passion et faisant naître les calculs d'intérêts, trop souvent aussi lorsque la débauche a épuisé les jeunes hommes, perverti leurs sentiments et altéré en eux les facultés de reproduction.

Chose bizarre, ces lois ont reculé pour le mariage l'âge de la majorité ordinaire qui est de 21 ans. Voilà, je suppose, un jeune homme riche de la donation d'un oncle ; il a 23 ou 24 ans, l'âge où Hoche, Marceau, Condé, Alexandre, Scipion commandaient des armées et gagnaient des batailles, l'âge où William Pitt était ministre, ce jeune homme peut emprunter, aliéner, hypothéquer, tester, faire le commerce, remuer des millions, entretenir des filles, manger sa fortune, il peut reconnaître des enfants naturels, il peut se livrer à toutes les sottises imaginables, il peut faire de la politique, il peut tout faire, excepté épouser une honnête fille sans le consentement de ses parents à lui.

Voilà comment le Code Napoléon encourage la moralité générale, les mariages d'inclination et la natalité légitime ! On alléguera que des jeunes gens se mariant eux-mêmes et se mariant jeunes se marieront mal. Ils ne se marieront pas plus mal que leurs parents ne les marient aujourd'hui. Ils se marieront autrement et poussés par d'autres mobiles, voilà tout ! Et puis, si l'on essayait de laisser les individus faire eux-mêmes leur propre bonheur et arranger eux-mêmes leur vie !

Pour terminer, si l'on veut augmenter la natalité française, il faut :

- 1<sup>o</sup> Modifier ainsi l'article 148 du Code civil : « Le fils qui n'a pas atteint l'âge de 21 ans accomplis, la fille qui n'a pas atteint l'âge de 18 ans accomplis, ne peuvent contracter mariage sans le consentement de leurs père et mère » ;
- 2<sup>o</sup> Supprimer complètement l'article 152 qui exige trois actes respectueux ;
- 3<sup>o</sup> Modifier ainsi l'article 153 : « Après l'âge de 21 ans pour les fils, de 18 ans



pour les filles, il pourra être, à défaut de consentement sur un acte respectueux, passé outre un mois après.

Voilà ce qu'il faudrait faire, et voilà ce qu'on ne fera pas, parce que les politiciens français, si préoccupés de l'égalité, ne comprennent pas la liberté, condition pourtant de tout progrès dans les mœurs, dans les idées, dans les institutions, et même... dans la natalité.

JULIEN PEYROULX.

## LES LIVRES QUI FONT PENSER

**Les Déracinés**, par *Maurice Barrès*

(EUGÈNE FASQUELLE, éditeur, 11, rue de Grenelle)

Ceux de nos lecteurs qui n'ont pas encore pu lire ce beau livre, en ont certainement lu des comptes rendus. Je n'ai donc qu'à leur soumettre mes propres réflexions sur quelques unes des idées émises par M. Maurice Barrès.

L'enseignement centralisateur actuel se borne à un stérile « verbalisme administratif. » Il n'est pas vivant, il ne va pas à l'âme de chacun, il n'est qu'un psittacisme. Il n'arrive qu'à « déraciner les enfants, à les détacher du sol et du groupe social. » Je crois que, si nous avons perdu le sens familial, le sens natal et le sens social, cela tient à des causes beaucoup plus profondes que les leçons de philosophie d'un Bouteiller.

Il n'existe de groupe social qu'autant qu'il y a relation avec d'autres groupes sociaux. Chaque race apporte son originalité et suit sa tradition propre ; mais elle n'est qu'une partie du rythme universel. Elle ne doit donc pas être une dissonance. Aujourd'hui, nous avons une centralisation despotique, et aucune unité de sentiments, aucune convergence des idées. Nous vivons uniformément, sur des formules mortes, et nous sentons et pensons contradictoirement. Et c'est le néant, et c'est la tyrannie, et c'est le chaos. Nous sommes une fanfare absurde dont les exécutants portent le même uniforme, et qui, cependant, jouent un morceau différent lorsqu'ils ne se jettent pas les instruments à la tête.

Il le faut dire, l'Université ne contient pas que des Bouteiller : il y a chez elle, comme ailleurs, des esprits indépendants, des cœurs nobles et généreux. D'ailleurs, je ne vois pas bien de quelle façon la morale Kantienne poussait les jeunes lorrains à devenir d'affreux petits gredins, dont les pires ne sont peut-être pas ceux qui assassinent l'orientale « déracinée ».

Dans la fameuse loi fondamentale de la raison pratique : « Agis de telle sorte que ton action puisse servir de règle universelle », il y a, dit M. Barrès « un élément de grand orgueil, — car elle équivaut à dire que l'on peut connaître la règle applicable à tous les hommes. — et puis encore un germe d'intolérance fanatique, — car concevoir une règle commune à tous les hommes, c'est être fort tenté de les y asservir pour leur bien ; — enfin il y a une méconnaissance totale des droits de l'individu, de tout ce que la vie comporte de varié, de peu analogue, de spontané dans mille directions diverses ». Cela peut s'appliquer fort justement au sectarisme. Mais le précepte kantien n'implique nullement le sectarisme. Il en est même la négation : le sectarisme ne saurait être pris comme règle universelle. M. Barrès a fait une confusion entre les principes et



la manière dont notre caractère les peut combiner, nos tempéraments les sentir, et notre âme les vivre. Les aspects ethniques et géographiques de la morale n'en sauraient effacer le fonds humain, social. On pouvait le méconnaître du temps de Montaigne et de Pascal, voire même de Kant : cela n'est plus possible maintenant : Suret-Lefort et Gallant de Saint-Phlin, en consacrant leur activité à la ville de Bar ; Mouchefrin, en contribuant au développement du bassin minier de Longwy ; Rœmerspacher, en travaillant à la prospérité des Salines de la Seille ; tous, en s'attachant à une œuvre utile, particulière, auraient participé à l'œuvre humaine et vécu magnifiquement la morale kantienne.

L'instruction supérieure trop largement distribuée a créé un « prolétariat de bacheliers ». En donnant des diplômes à profusion, l'Etat prend des engagements qu'il ne peut remplir. C'est là un danger pour la société. Mais n'en est-il pas de même dans toutes les professions ? Modifions nos conditions économiques par la coopération généralisée, nos conditions politiques par la fédération, et l'équilibre se rétablira. Il serait nécessaire aussi que les étudiants sachent bien que l'instruction ne constitue nullement un privilège. Oui, la science à la disposition de tous ; mais sans autre engagement pour la société que celui de donner à chacun selon ses œuvres. Or un diplôme n'est pas une œuvre, ce n'en est que la promesse.

« Le premier point pour être selon le type national, dit très bien M. Barrès, c'est de réaliser en soi, ou de donner comme formule-programme à son énergie propre, cette définition dont on peut se contenter en attendant meilleure analyse : « Générosité, progrès, humanité ». C'est la seule formule qui puisse susciter des héros. Ces jeunes lorrains sont des niais. « Peut-on dire intelligent, dit l'auteur à propos de Portalis, celui qui sacrifie la fin aux moyens ? » Les disciples de Bouteiller viennent à Paris uniment pour jouer un grand premier rôle. Ce sont les dilettantes de l'héroïsme. C'est pour jouir d'une « animation intérieure », déclare Sturel. Non, l'héroïsme n'est pas une fin. Les vrais héros ne stendhalisent pas. Ils ne se sont jamais proposé d'être cela, ils ont exprimé leur vraie nature, voilà tout. Créer, c'est la loi universelle ; créer avec conscience, c'est la loi humaine ; créer avec volonté, c'est la loi du héros.

Il est peut être prématuré d'assurer que nous sommes établis dans le relatif ; mais je ne crois pas qu'il y ait difficulté à se passer d'un absolu moral, comme le laisse entendre M. Barrès. L'absolu en morale, c'est la lettre, le mécanisme, la mort. Intensément, nous voulons vivre l'esprit. « Que chacun agisse selon ce qui convient dans son ordre. Respectons chez les autres la dignité humaine, et comprenons qu'elle varie pour une part importante selon les milieux, les circonstances. Ce ne sont pas les mêmes hommes qui sont les plus capables en tout. »

Il appartenait aux élèves de Bouteiller d'admirer et d'aimer Bonaparte. C'est un professeur d'énergie, pensent-ils. Un lettré, dans son cabinet, à s'imaginer une vie aussi merveilleuse, subjectivement, peut le croire. Pour un sociologue, c'est là une grossière erreur. Dans son livre, Maurice Barrès a prouvé que la centralisation administrative étouffe les volontés et dévoie les énergies, — et cette centralisation, nous la devons, pour une grande part, à Bonaparte. Cet homme a bu le sang des races. Et notre dégénérescence présente, nos névroses résultent de cette tuerie systématique, monstrueuse, des individus les plus vigoureux, les plus sains et les plus vaillants. Il a perpétué l'état de guerre auquel nous devons la paix armée, c'est-à-dire, l'alcoolisme, la prostitution, la syphilis, la démoralisation, l'obéissance passive ; autres causes de dégénéres-



cence Bonaparte a tari la source, détruit les conditions et annihilé les raisons de l'énergie individuelle et sociale!

M. Maurice Barrès, a écrit des pages superbes : la vie de Portalis ; et aussi ce chapitre, plein d'émotion et de hautes pensées : la *Vertu sociale d'un cadavre*. Ce roman remue plus d'idées que beaucoup d'œuvres philosophiques et scientifiques. C'est un livre qui restera.

### La Crise Morale, par Maurice Pujo

(PERRIN et C<sup>ie</sup>, éditeurs, 35, Quai des Grands-Augustins).

Le rôle supérieur de la critique est d'établir des lois. Elle ne se peut restreindre. M. Maurice Pujo la conçoit justement littéraire, sociale et morale tout à la fois. C'est ce qu'il nomme la « critique générale. » J'eusse préféré : Critique sociologique.

Ce livre est donc un des « essais de critique générale » que l'auteur se propose d'écrire, au cours de sa vie intellectuelle, pour discipliner sa pensée en l'élargissant et donner une base inébranlable à sa vie morale. Cela est du plus haut intérêt.

M. Pujo a une conception erronée de la sociologie. « Elle nous apprend, dit-il, que l'homme est un loup pour l'homme, » elle affirme la fatalité de la lutte et de la concurrence, la pérennité de l'égoïsme et de l'iniquité. L'auteur confond évidemment avec l'économisme dont il exagère encore le superficiel pessimisme. La sociologie, au contraire, proclame avec force la nécessité croissante de la solidarité, — et aussi celle de la justice.

Et c'est bien ce que veut l'auteur : « Nous réclamons enfin, dit-il, pour le travail, son juste effet : la propriété intégrale de ce qu'il a produit, non pour le détruire par la jouissance, mais comme moyen de produire encore. » Les sociologues ne disent pas autre chose. Pour eux aussi, comme pour M. Pujo : « Rien ne s'anime qu'avec l'effort de l'homme. La fatalité, c'est notre lâcheté ou notre inconscience. Pas d'actes indifférents. Chaque instant de notre vie importe à l'univers. Nous augmentons la richesse du monde ou nous la diminuons. Dès l'instant où nous consommons plus que nous n'avons produit, nous empiétons sur le bien des autres. » Et c'est cela même qui fait que « le travail humain s'oppose à ce régime actuel de la propriété, qui annihile son effort au profit du capital inerte. »

Ces préoccupations sociales sont celles de notre époque. Il faudra qu'elles aboutissent. L'idéal doit s'atteindre Car il n'est pas la négation du réel, l'ataraxie dans le rêve, il est ce qui sera, et l'exaltation de l'action.

L'idéalisme profond de M. Pujo est d'action. Je lui reprocherais seulement de donner à ce mot une interprétation vague. Préciser, c'est déjà agir, en tout cas c'est donner plus de discipline et plus d'efficacité à ses actes. Ne dit-il pas lui-même : « De quel droit et pour quelles raisons demander aux hommes de s'efforcer et de se transformer, s'il n'y a pas de but offert à ces efforts ni de modèle à cette transformation ? » Eh bien ! ne craignons pas alors de montrer ce but et de tracer ce modèle. Nous nous tromperons ? soit ; mais n'est-ce pas la pire erreur que celle qui consiste à rester passif devant le mal, et à justifier le scepticisme et l'indifférence ? On ne trouve pas la vérité en fuyant toujours les occasions de se tromper, et l'on n'acquiert pas la vraie force morale en se refusant à courir le risque de choir parfois. « C'est une pauvre moralité, dit l'auteur, que



celle dont on croit posséder à *priori* tous les principes, de sorte qu'il n'y ait plus qu'à faire rentrer nos actions dans ces cadres fermés, et à surveiller leur application rigoureuse. C'est la moralité *défensive* dont la conception étroite a produit tous les puritanismes, en même temps que tous les égoïsmes bourgeois. Quand monterons-nous à la moralité *positive* qui ne se contentera pas de ne pas faire le mal, mais voudra réaliser le bien; et même, pourquoi ne le dirions-nous pas? Quand oserons-nous chercher la moralité *offensive*, qui, au lieu de laisser faire et de s'abstenir devant le mal, ce qui revient à y participer, s'attaquera franchement à ce mal partout où il se rencontrera? »

Un mécanisme qui reste enfermé dans un écrin ne saurait se déranger; mais il est comme s'il n'existait point. Ne pas produire, ne pas agir, ne pas chercher, c'est là l'erreur, la faute, le mal suprêmes.

« Si nous devenons hommes, c'est pour vivre davantage, pour suivre plus loin et jusqu'à sa réalisation notre rêve de force et de bonheur qui serait mort d'être trop rêvé. La vie réelle ne peut être pour nous le renoncement à l'absolu, sinon nous aurions préféré la mort. Si nous acceptons tous ses obstacles, toutes ses expiations, toutes ses souffrances, c'est pour arriver à les vaincre un jour, car jamais nous ne nous contenterons des demi-joies et des demi-courages, de toutes les compromissions et de toutes les diminutions de la matière. Nous n'avons pas abdiqué l'idéal, mais nous l'emportons avec nous. » Dépasser la nature physique? Oui; mais cela ne se peut qu'en l'acceptant, et c'est pour entrer dans la nature sociale. La volonté est plus naturelle que l'instinct, le courage plus naturel que la lâcheté, puisque c'est cela qui a fait l'homme, et qui l'élève toujours plus haut. L'idéal, c'est de la nature virtuelle. On ne lutte pas contre celle-ci. Lutter contre elle, c'est diminuer la vie. L'accepter, pour la diriger, c'est élargir la vie. Notre tâche est de comprendre ses lois pour agir avec fruit; car, avec l'homme, la nature n'est plus seulement physique, elle est encore, et de plus en plus, sociale. Et ainsi on comprendra ce but que nous propose M. Pujo: « Rétablir l'homme en face des choses, restaurer la conscience humaine au sein d'un état moral et social qui ne lui fait pas de place, recréer la liberté d'un idéal intérieur, supérieur aux fatalités de la science et de la nature, et, par lui, imposer au monde un sens vraiment humain. »

La critique que M. Pujo fait de l'évolutionnisme moderne est plus que faible, elle est fautive. De l'inférieur au supérieur, de l'homogène à l'hétérogène, il y a, dit-il, rapport de succession, non pas rapport de causalité. Chimiquement, il y a rapport de causalité du simple au composé. Il en est de même en biologie, de même en psychologie, de même en sociologie. « En mettant dans l'inférieur la causalité, ajoute M. Pujo, l'évolutionnisme y mettait par là même la raison, la moralité. Il a cherché ses lois sociales, morales, esthétiques au-dessous de lui, au lieu de chercher au-dessus. » Peut-on les trouver ailleurs? Est-il une loi qui se puisse découvrir, sans l'expérience, sans l'observation du monde et de ses phénomènes? Le germe est déjà la vie, la bête est déjà l'homme, l'instinct est déjà l'intelligence, le mal est déjà le bien, la laideur est déjà la beauté. Et de la conscience de cette liaison universelle, de la confiance en cette ascension éternelle, il se dégage la plus haute et la plus pure moralité.

L'idéalisme positiviste, comme celui de M. Pujo, « recherche beaucoup moins les causes que les fins »; mais les fins sociales, ou humaines, qu'il se propose ont des causes qu'il connaît ou qu'il aspire à connaître. Ces fins, il les veut conscientes. L'idéal n'est pas nécessairement brumeux et vague. Pour qu'il soit fort et grand, puissamment directeur, nous le voulons lumineux et précis.



Dans ce livre qui parle, comme il convenait d'en parler, de Renan, Verlaine, Alexandre Dumas fils, etc., M. Maurice Pujo a vraiment fait de la critique sociologique. C'est le plus bel éloge qu'on en puisse faire. Ce livre, on le lira, car il est beau, et il est sain.

**Principes sociologiques, par Charles Mismier**

(FÉLIX ALCAN, éditeur, 108, boulevard St-Germain).

M. Charles Mismier fait tout d'abord un tableau exact de l'anarchie morale et mentale actuelle. La théologie ne fait qu'aggraver cette anarchie. Il en est de même de la philosophie subjective, de la métaphysique. « Notre siècle, dit-il, est las de l'indécision doctrinale et du scepticisme académique. Les sous-entendus, les nuances et les réticences ne sont plus son fait. Il lui faut des affirmations certaines ou tout au moins des hypothèses fécondes. » La science seule peut mettre fin à l'anarchie mentale et morale. En découvrant les lois de l'ordre naturel, elle prépare l'ordre social.

M. Mismier examine ensuite l'évolution générale. Il n'admet pas la génération spontanée, qui serait un fait sans cause, une absurdité, et il émet l'hypothèse de l'interchange planétaire. Cette hypothèse me paraît fondée; mais il faut toujours supposer un moment, sur cette planète ou sur une autre, où la vie apparaît. Et l'on ne sort pas de cette alternative: génération spontanée ou création. A mon avis, il suffit de ne pas donner un sens trop absolu à l'aphorisme: *natura non facit saltus*. La nature fait parfois des sauts. Wallace, Hartmann et Bateson le reconnaissent. Le darwinisme devra subir cette correction.

Entre les races humaines, il y a des différences essentielles. Elles ne sauraient donc se satisfaire d'une constitution uniforme: « La hiérarchie naturelle réclame et justifie une hiérarchie sociale ». Rien n'est plus juste; mais il faudrait ajouter que cela n'implique pas privilège.

Avant de prendre sa place dans la hiérarchie des races humaines, l'homme fut partout une brute amorale. La conscience vient de la science. « L'obligation de faire sa conscience, avait dit Mirabeau, est antérieure à l'obligation de suivre sa conscience » L'homme est-il libre? Non, répond M. Mismier, « la volonté libre et spontanée n'est qu'un leurre; au fond, l'homme ne fait qu'obéir à la nécessité. » Ici, je reprochais à l'auteur de ne pas définir les termes. Pour moi, la liberté, qui ne se peut atteindre que par un constant effort sur soi-même, c'est de n'obéir qu'aux nécessités supérieures, et de les faire naître lorsqu'elles manquent. Je ne puis donc considérer le sauvage comme « le plus libre des hommes ». Partant de cette conception erronée et trop simpliste de la liberté, l'auteur parvient à des déductions que les sociologues ne sauraient accepter: « La discussion, la persuasion, l'appel à la raison ne sont jamais des motifs déterminants des actions humaines; on ne les trouve qu'en secondes lignes, à titre de coefficients de la nécessité. Toutes les religions se sont imposées, ainsi que toutes les révolutions. » Qui les a imposées? Les choses ou les hommes? Le positivisme, dont se réclame l'auteur, s'il tient compte de l'inconscient, du sentiment, agit surtout par la raison. La logique, d'ailleurs, n'a-t-elle pas ses lois? Ce qui a pu être vrai du passé: l'homme jouet inerte des fatalités physiques et sociales, l'est de moins en moins. M. Mismier ne constate-t-il pas fort justement les progrès de la conscience? En résumé, il a généralisé plus qu'il ne convenait, il a étendu ce qui était exact pour la liberté d'indifférence de l'âne de Buridan, la liberté métaphy-



sique, à la liberté psychologique et à la liberté politique, qui n'ont, entre elles, aucun rapport. Au surplus, elles se nient. Au fond, les lois positives sont de vaines révoltes contre les nécessités naturelles. C'était la thèse de Bastiat. Et que je sache, on ne l'a pas encore réfutée. « Un jour viendra, certainement, assure l'auteur, où l'on combattrà la propagation de la phtisie, de l'alcoolisme et de toutes les maladies héréditaires, comme on combat la lèpre, en sacrifiant la liberté individuelle à l'avenir des générations. Pourquoi n'en serait-il de même en matière morale et sociale ? » C'est ce qu'on a toujours fait, hélas ! car ce procédé empirique s'offre le premier à la pensée, et il demande moins d'énergie. Le malheur, c'est qu'on sacrifie la liberté individuelle sans le moindre bénéfice, au contraire, pour les générations suivantes ; car ces maux ont des causes profondes que ne sauraient atteindre la répression ni la restriction. M. Mismér dit que la liberté est purement critique. L'observation suffit pour nous montrer qu'elle est créatrice. Tous les progrès sociaux se sont effectués malgré et contre l'autorité misonéiste. Le principe de l'égalité ne découle nullement du principe de la liberté, comme paraît le croire M. Mismér, à moins qu'on n'entende seulement l'égalité devant la loi. Celle-ci n'est qu'une des formes de la justice. Or qu'est-ce que la justice, sinon l'affirmation de l'individualité humaine ? Il n'y a pas de justice là où la raison d'Etat prévaut.

La liberté n'exclut pas la solidarité : elle la vivifie ; on n'impose pas l'amour.

La gravitation maintient l'universelle solidarité à laquelle se rattache la solidarité humaine, et du mouvement général qui se manifeste découle l'universelle perfectibilité. Rien n'était plus facile à démontrer. « L'homme a vaincu tous ses ennemis, dit l'auteur ; le seul qu'il lui reste à vaincre, c'est lui-même. En vertu de la solidarité universelle, l'homme qui travaille à son propre perfectionnement travaille au perfectionnement de l'univers. Il n'est point de but plus noble, de plus sublime ambition. » N'est-ce pas affirmer la fécondité de la liberté et la valeur propre de l'individu ?

M. Mismér constate que « la maladie de l'Etat trahissant la maladie de la famille, c'est à la famille qu'il faut porter remède si l'on veut sauver l'Etat ». Il aurait pu dire : la maladie de la famille trahissant la maladie de l'individu, c'est à l'individu qu'il faut porter remède si l'on veut sauver la famille. Pour guérir, l'auteur compte beaucoup sur ce vieux remède empirique que sont les lois positives. Elles sont sans action sur les mœurs, car ce sont celles-ci qui font les lois, ou plutôt qui leur donnent l'efficacité nécessaire.

Après avoir réformé la famille, avant de modifier l'Etat, il faudra donner une vie nouvelle à la commune et à la province. « Le département, dit-il très judicieusement, est une création artificielle, révolutionnaire, presque toujours en contradiction avec les hommes et les choses. Au contraire, la commune, le canton et la province ont des frontières adaptées à la géographie physique, à l'ethnographie, à la linguistique, aux mœurs et aux traditions, ce sont des groupes solidaires, des familles agrandies par la loi d'évolution, des organes sociaux établis par la nature, pour remplir des fonctions sociales. » La République *une et indivisible* est une dangereuse chimère. L'expérience en a fait justice. « Quel tyran plus exécrationnable qu'un Etat centralisé ? » Voyez la centralisation à l'œuvre, « son vice éclate dans le mal qu'elle fait et le bien qu'elle empêche. Tôt ou tard, ce régime impuissant, irresponsable, anonyme, s'incarne dans un homme. Le despote n'est jamais loin quand le despotisme est possible. » Le suffrage universel, tel qu'il est organisé par la centralisation, ne pouvait convenir à M. Mismér. Aussi se rallie-t-il au mode graduel, proposé, dans cette revue



même, par Edmond Thiaudière, dans son excellent exposé d'un système fédératif scientifique.

Accentuant encore l'abandon de sa doctrine autoritaire, l'auteur nous dit : « On n'a jamais vu l'ordre et le progrès triompher dans la société avant d'avoir pris possession des consciences. » Il arrive ainsi à reconnaître l'obligation d'une révision des motifs moraux : « La morale dominante, dit-il, telle qu'elle résulte de l'enseignement religieux et métaphysique, est essentiellement arbitraire. Plusieurs de ses prescriptions sont en révolte contre les lois naturelles, à ce point qu'il faut une grâce particulière pour s'y conformer. Le moindre accident suffit pour mettre le feu à tous les principes de la morale révélée. Il n'en est pas de même de la morale positive, commandée par la solidarité et la perfectibilité. Celle-ci porte avec elle sa sanction. Elle ne dit pas : Faites ceci, ne faites pas cela, parce que l'enfer vous attend, à moins que, faisant pénitence, vous n'obteniez la rémission de vos fautes et l'accès du paradis. Elle dit : il n'y a repentir ni pénitence qui tienne : toute cause en mouvement est une force indestructible qui produit des effets inévitables ; c'est une lettre de change en circulation dont vous ou vos descendants recevrez ou acquitterez le montant, selon qu'elle sera à votre bénéfice ou à votre charge, non dans une vie problématique, succédant à la vie réelle, mais ici-bas. » La sanction naturelle fut battue en brèche par Guyau. La goutte ne provient pas toujours de la gourmandise. La justice ne dépasse pas l'ordre social. Certes, il y a une sanction, mais elle est collective. La loi morale ne saurait se rattacher aussi étroitement aux lois naturelles. M. Bellaigue, dans sa *Science morale*, a vu le sujet de plus haut. Il y a un peu de mysticisme dans cette croyance de M. Mismar que le mal est toujours puni chez le coupable. Il ne serait pas juste même qu'il le fût, car il n'y a pas de coupable. Sans doute la nature n'est pas indifférente comme l'assurait Guyau, mais elle ne tient compte que des espèces. L'individu n'intéresse que la société.

Ces *Principes sociologiques*, comme on le voit, sont nourris d'idées et d'aperçus ingénieux, profonds souventes fois. L'auteur s'est surtout donné la tâche, comme le déclare l'épigraphe, de « faire penser ». Il y réussit pleinement.

### La Parole soit à l'Alsace-Lorraine, par Jean Heimweh

(ARMAND COLIN, éditeur, 5, rue de Mézières)

Quelques amis de la paix, en Allemagne, cherchent sincèrement à résoudre la question de l'Alsace-Lorraine. M. Mathieu Schwann, entre autres, désirerait que l'on proposât aux Alsaciens-Lorrains de former un Etat indépendant ou de s'adjoindre à l'un des Etats voisins, sauf la France. Un plébiscite déciderait.

L'auteur lui répond. Pour lui, il n'y a pas d'autre solution décisive qu'une « consultation absolument libre, aussi bien dans son objet que dans les moyens employés pour l'obtenir. » Il rejette donc l'idée de M. Schwann, qui est une limitation arbitraire du droit que les peuples ont de disposer d'eux-mêmes, et aussi celle de M. Pan Aryan, qui en est la négation. On sait que M. Pan Aryan, négligeant les vœux des populations et ne tenant compte que du langage, propose de partager l'Alsace-Lorraine entre la France et l'Allemagne.

L'erreur de M. Jean Heimweh est d'aspirer uniquement — cela se voit — à un retour définitif de l'Alsace-Lorraine à la France. A mon sens, ce serait conserver encore le germe morbide de la guerre. Cela, il ne le faut pas. Certes, je



ne fais aucune restriction au principe supérieur de la justice internationale ; mais il ne s'affirmera vraiment que par la constitution de nos provinces perdues en Etat indépendant. Comme l'exprime joliment J. Novicow, il faut tout d'abord nous guérir de la « kilométrie ». Le militarisme, — qui fatalise la guerre, puisque la tendance de l'organe est à faire la fonction, — est une nécessité de la centralisation. Les peuples fédérés, au contraire, sont des peuples pacifiques. On commence à s'en apercevoir : un irrésistible mouvement fédéraliste se prépare, même en Allemagne. L'autonomie de l'Alsace-Lorraine serait dans l'ordre de cette évolution. Là est la garantie de la paix. M. Jean Heimweh croit qu'il serait impossible actuellement aux Alsaciens-Lorrains, après vingt-sept ans de despotisme prussien, de trouver parmi eux des gouvernants et des fonctionnaires. Cette crainte est peu fondée. Elle fera sourire les sociologues. La vraie difficulté pour les peuples n'est pas de trouver des fonctionnaires et des gouvernants, c'est d'apprendre à s'en passer.

**La Guerre**, par *Henri Mazel*

(WEISSENBRUCH, éditeur, 45, rue du Poinçon, Bruxelles).

Cette courte brochure résume admirablement tout ce qui peut-être dit pour ou contre la guerre. Cependant les arguments *pour* paraissent s'appliquer à ce qui fut, et les arguments *contre* à ce qui va être.

Les héros modernes visent plus haut que la victoire sanglante. Un Claude Bernard, un Auguste Comte sont les vrais héros de ce temps. Napoléon n'est qu'une survivance néfaste. Et c'est là, semble-t-il, le sentiment de M. Mazel qui termine par ce saisissant apologue : « C'était la fin d'une bataille. Il fallait gagner un mamelon à tout prix. Une batterie d'artillerie s'engagea dans un chemin creux jonché de blessés, de malheureux blessés incapables de se traîner hors de cette fosse. La zone était dangereuse, et des boulets ennemis pleuvaient. Il fallait passer au triple galop. Les blessés comprirent qu'ils allaient être écrasés par leurs frères, ils se soulevèrent sur leurs moignons avec des cris déchirants, et leurs yeux, fous d'horreur, s'enfoncèrent dans les yeux des conducteurs qui s'arrêtèrent. Mais en queue, d'autres cris, jurons et blasphèmes, s'élevaient. Les conducteurs fermèrent les yeux, et, brusquement enlevés, les lourds canons roulerent sur les corps mous... » Cette fatalité de la cruauté, c'est la guerre, — et c'est sa condamnation. Elle eut sa raison. Elle ne l'a plus. Son rôle est fini. Celui de la fraternité commence. Les héros et les apôtres ne lui manqueront pas.

G. DEHERME.

Nous avons reçu :

*Il principio ético pel Rinascimento sociale*, par D.-L. Mor (Venise).

*Constitution de l'association terrienne*, par Etienne Barat (Ecole Sociétaire, 15, passage Saulnier).

*Manuel populaire contre l'Alcoolisme*, par le Dr Hubert Boëns (Surin, éditeur, Passage de la Bourse, Charleroi).

Le Directeur-Gérant : G. DEHERME.

Imprimerie de la *Coopération des Idées*, à MONTDIDIER (Somme).



## A LIRE

*L'Arbitrage entre Nations*, 10, rue Pasquier.  
*Le Bulletin de l'Union pour l'Action morale*, 6, impasse Ronsin.  
*La Revue Naturiste*, 99, rue Jouffroy.  
*L'Humanité Nouvelle*, 5, Impasse du Béarn.  
*La Revue de la Société d'Etudes philosophiques et sociales*, 15, rue Racine.  
*L'Art et la Vie*, 14, rue du Helder.  
*Les Archives d'anthropologie criminelle*, 78, rue de l'Hôtel-de-Ville, Lyon.  
*La Revue Philosophique*, 108, bd St-Germain.  
*La Revue Internationale de Sociologie*, 16, rue Soufflot.  
*Revue de la Prévoyance et de la Mutualité*, 78, rue Bonaparte.  
*La Revue des Femmes Russes et des Femmes Françaises*, 16, rue Soufflot.  
*Les Temps nouveaux*, 140, rue Mouffetard.  
*La Revue Socialiste*, 78, passage Choiseul.  
*La Revue Occidentale*, 10, rue Monsieur-le-Prince.  
*La Résurrection*, à Saint-Raphaël (Var).  
*L'Alcool*, 5, rue de Pontoise.  
*La Paix par le Droit*, 13, rue Soufflot.  
*La Lumière*, 97, bd Montmorency.  
*Simple Revue*, 41, boulevard Haussmann.  
*La Trêve-Dieu*, 2, rue Montesquieu, Le Havre.  
*L'Effort*, 8, rue Ingres, Toulouse.  
*Le Libre*, 7, passage Jouffroy.  
*La Religion Universelle*, 3, rue Mercœur, Nantes.  
*Le Moniteur des Syndicats ouvriers*, 16, faubourg du Temple.  
*La Revue de métaphysique et de morale*, 5, rue de Mézières.  
*Le Journal des économistes*, 14, rue Richelieu.  
*La Philosophie de l'avenir*, 90, rue Marie-Thérèse, Bruxelles.  
*La Science sociale*, 56, rue Jacob.  
*La Revue encyclopédique*, 47, rue Montparnasse.  
*Le Devenir social*, 16, rue Soufflot.  
*Le Bulletin de l'Office du travail*, 5, rue de Mézières.  
*La Rénovation*, 250, faubourg Saint-Antoine.  
*La Revue idéaliste*, 21, rue Saint-Dominique.  
*Le Réveil de la Gaule*, 6, rue Lebovis.  
*La Revue scientifique et morale du Spiritisme*, 5, rue Manuel.  
*La Revue du Brésil*, 56, rue Saint-Georges.  
*Le Bulletin des Sommaires*, 44, rue Beaumier.  
*L'Humanité intégrale*, 20, avenue Trudaine.  
*L'Initiation*, 5, rue de Savoie.  
*Les Petits Plaidoyers contre la Guerre*, à Fontenay-sous-Bois.  
*L'Enclos*, 17, rue Guénégaud.  
*Le Solidariste*, 33, rue Bonaparte.  
*Le Désarmement général*, 33, rue Bonaparte.  
*Le Réformiste*, 18, rue du Mail.  
*La Revue Méridionale*, 3, rue Victor-Hugo, Carcassonne.  
*Le Geste*, 3, cité Foule, à Nîmes.  
*Cronache del Rinascimento Etico-sociale*, Venezia.  
*Annales de l'Institut des Sciences Sociales*, 41, rue Raveinstein, Bruxelles.

---

**LE COURRIER DE LA PRESSE**  
**PARIS — 21, Boulevard Montmartre, 21 — PARIS**

Directeur: A. GALLOIS

Le COURRIER de la PRESSE lit 6,000 journaux par jour



